

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 06/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAPROTEC

3393 ROUTE NATIONALE
59500 FRAIS MARAIS

Références : 170-V3-2024
Code AIOT : 0007000713

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2024 dans l'établissement SAPROTEC implanté 3393 route Nationale 59351 Douai. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Cette visite de la DREAL à caractère inopinée a été réalisée lors de la présence d'un bureau de contrôle chargé du contrôle inopiné des rejets d'eaux industrielles dans le milieu aqueux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAPROTEC
- 3393 route Nationale 59351 Douai
- Code AIOT : 0007000713
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAPROTEC est implantée au Nord-Est de Douai et exerce une activité de traitement de

surface.

Le site est constitué d'un bâtiment principal qui abrite les bureaux administratifs et l'atelier de production sur une superficie de 3 500 m².

Il dispose pour cela de 3 installations d'application :

- 1 ligne automatique de zingage au tonneau : chaîne 1
- 1 ligne automatique de cuivrage au tonneau : chaîne 2
- 1 ligne automatique de zingage au cadre « grandes longueurs » : chaîne 3.

Les produits fabriqués sont principalement destinés à l'industrie automobile.

Le site dispose d'une installation de traitement de ses effluents aqueux avant rejet au milieu naturel (Scarpe) depuis 1994.

L'établissement est autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 03 novembre 1993, modifié le 23 décembre 2009 pour intégrer notamment les prescriptions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées.

Il est de plus soumis à l'obligation de mise en œuvre des meilleures techniques disponibles conformément à la Directive IED, pour son activité relative à la rubrique 3260 – Traitements de surface.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

L'inspection constate que le point de prélèvement pour le contrôle des eaux résiduaires est très difficile d'accès et peut présenter un danger pour la personne effectuant le prélèvement. L'inspection demande à l'exploitant d'effectuer les travaux nécessaires afin de faciliter l'accès à ce point de prélèvement.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 23/09/2009, article 4.3.6.3	Sans objet
2	Rejets eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 23/09/2009, article 4.3.7.3	Sans objet
3	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 23/09/2009, article 9.2.3.1	Sans objet
4	Mesures comparatives	Arrêté Préfectoral du 23/09/2009, article 9.1.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté de nombreuses non-conformités pendant la visite :

- le système permettant d'effectuer un prélèvement automatique n'est pas en fonctionnement lors de la visite ;
- l'exploitant ne dispose pas d'un appareil de mesure du débit en continu avec enregistrement ;

- dépassement régulier de la valeur limite d'émission pour la concentration en Zinc ;
- autosurveillance incomplète ;
- pas de mesures comparatives réalisées.

Cependant, l'exploitant a transmis par mail, en date du 17 mai 2024, les actions correctives mises en place suite à la visite afin de corriger les non-conformités constatées lors de l'inspection. Ces actions correctives sont prises en compte dans les suites proposées à Monsieur le Préfet du Nord.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2009, article 4.3.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant rejet dans le réseau d'assainissement, les ouvrages d'évacuation du rejet n°2 dans le réseau d'assainissement doivent être équipés des dispositifs de prélèvement et de mesure automatiques suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un système permettant d'effectuer un prélèvement automatique et représentatif asservi à chaque cuveé rejetée. - un appareil de mesure du débit en continu avec enregistrement, - un pH-mètre et thermomètre en continu avec enregistrement.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que le système permettant d'effectuer un prélèvement automatique ne fonctionne pas lors de l'inspection. L'exploitant s'engage à le réparer dans un délai de 2 semaines. L'exploitant ne dispose pas à l'heure actuelle d'un appareil de mesure du débit en continu avec enregistrement. Cependant, l'exploitant affirme que le matériel sera installé sous 15 jours. Enfin, L'exploitant dispose bien d'un PH-mètre mais l'inspection constate que les mesures affichées sont parfois erronées. Il doit donc être reconfiguré.</p> <p>La 17/05/2024, l'exploitant a envoyé via mail des documents prouvant que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le système permettant d'effectuer un prélèvement automatique a été remis en service; - l'appareil de mesure du débit en continu avec enregistrement a été installé et est fonctionnel; - le PH-mètre et thermomètre a été reconfiguré et étalonné.
<p>Observations:</p> <p>La vérification de la présence de ces différents équipements sera réalisée lors d'une prochaine inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2009, article 4.3.7.3
--

Thème(s) : Risques chroniques, EAU**Prescription contrôlée :**

Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires AVANT REJET DANS LE MILIEU NATUREL Eaux industrielles rejet n2 (Rejets dans le milieu naturel)

Paramètre	Concentration maximale sur une période de 2 heures (mg/l)	Flux sur 2h g/h	Flux journalier kg/j	Flux mensuel kg/j
MES	30	360	7.2	5.4
DCO	150	1800	36	27
NO ₂ (nitrites)	1	12	0.24	0.18
NTK	3			
Azote global*	50	600	12	9
Phosphate (PO ₄ ³⁻)	10	120	2.4	1.8
Hydrocarbures totaux	5	60	1.2	0.9
F	15	180	3.6	2.7
CN	0.1	1.2	0.03	0.02
Métaux : Zn+Cu+Ni+Al+Fe+Cr+ Cd+Pb++Sn	15	150	3.6	2.7
CrVI	0.1	1.2	0.03	0.02
CrIII	2	24	0.48	0.36
Cd	0.2	2.4	0.05	0.04
Ni	2	24	0.48	0.36
Cu	2	24	0.48	0.36
Zn	3	36	0.72	0.54
Fe	5	60	1.2	0.9
Al	5	60	1.2	0.9
Pb	0.5	6	0.12	0.09
Sn	2	24	0.48	0.36
AOX	5	60		
Tributylphosphate	4	48		

Constats :

L'autosurveillance des rejets dans l'eau pour l'année 2023 n'a pas été fourni qu'en fin d'année 2023 (et suite à une demande de l'inspection des installations classées).

Lors de la visite, l'inspection des installations classées constate que l'autosurveillance n'est à nouveau plus remplie sur GIDAF pour les mois de janvier à avril 2024.

L'exploitant le justifie par le non-paiement du laboratoire qui effectue les prélèvements. L'autosurveillance est réalisée par la société SOCOR.

Suite à l'inspection, l'exploitant a complété son autosurveillance pour les mois de janvier, février, mars et avril.

L'inspection constate que des dépassements réguliers sur la concentration en zinc et nitrite sont observés sur chaque prélèvement depuis plus d'un an. La concentration en zinc peut atteindre une concentration 2 fois supérieurs à la valeur limite d'émissions (6.48 mg/l au lieu de 3 mg/l). L'exploitant affirme avoir installé une nouvelle sonde de neutralisation permettant de mieux maîtriser le pH avant rejet. L'exploitant affirme également que le dispositif permet de réduire la concentration en zinc et d'éviter la dissolution ou la moins bonne précipitation de la substance. Suite à l'inspection, la concentration en Zinc est passée sous la VLE, une fois la sonde de neutralisation installée (concentration passant de 7.31 à une moyenne de 1.40 à partir du 19 mars 2024).

L'exploitant justifie les dépassements en nitrites par une VLE jugée trop stricte et une impossibilité de le traiter dans des conditions acceptables.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de compléter mensuellement son autosurveillance tout au long de l'année 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2009, article 9.2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, EAU

Prescription contrôlée :

Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre : Les mesures et analyses des rejets dans l'eau sont effectuées par l'exploitant ou un organisme extérieur avant rejet en amont des éventuels points de mélange avec les autres effluents de l'installation (eaux pluviales, eaux vannes, autres eaux du procédé...) non chargés de produits toxiques. Le volume total rejeté par jour est consigné sur un support prévu à cet effet. Les systèmes de contrôle en continu déclenchent, sans délai, une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraînent automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets. Des mesures du niveau des rejets en cyanure et en métaux sont réalisées par l'exploitant sur un échantillon représentatif de l'émission journalière. Des mesures réalisées par des méthodes rapides adaptées aux concentrations à mesurer doivent permettre une estimation du niveau des rejets par rapport aux valeurs limites d'émission fixées. Ces mesures sont effectuées : + chaque jour, en vue de déterminer le niveau des rejets en cyanures et en chrome hexavalent : + une fois par semaine, en vue de déterminer le niveau des rejets en métaux, lorsque la technique le permet. Synthèse des fréquences d'autosurveillance :

paramètre	fréquence
pH	En continu avec enregistrement
Débit	En continu avec enregistrement
MES	Journalière
DCO	Hebdomadaire
DBO ₅	Hebdomadaire
NO ₃ (nitrates)	mensuelle
NO ₂ (nitrites)	mensuelle
NTK	mensuelle
Azote global*	mensuelle
Phosphate (PO ₄ ³⁻)	mensuelle
Phosphore total	mensuelle
Fe	Hebdomadaire
Zn	Hebdomadaire
Cl ⁻	mensuelle
Cr total	Cr VI en journalière et Cr total en hebdomadaire
Cu	Hebdomadaire
AOX	mensuelle
Cyanures	Journalière

<p>Constats :</p> <p>Les mesures sont effectuées par le laboratoire Socor. Les prélèvements ont bien lieu en amont des éventuels points de mélanges avec les autres effluents de l'installation.</p> <p>L'exploitant a su présenter un document consignait le volume total rejeté par jour. Cependant il a été constaté qu'il n'y avait pas de valeurs indiquées sur les 2 jours précédents l'inspection.</p> <p>L'installation dispose bien d'un système d'arrêt d'urgence, qui s'active lorsque le pH est trop élevé.</p> <p>L'inspection prend note que l'exploitant a réalisé un porter à connaissance demandant le changement des paramètres des prélèvements (fréquence et substances).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Mesures comparatives

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2009, article 9.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, EAU</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L 514-5 et L514-8 du code de l'environnement. Cependant, tes contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives. ° Ce calage de l'auto surveillance est réalisé à une fréquence annuelle au minimum.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne réalise pas de mesures comparatives.</p> <p>L'exploitant a transmis, le 17 mai à l'inspection, les résultats d'analyse par SOCOR du contre échantillon remis par le technicien CERECO à l'issue du contrôle inopiné. Un comparatif a bien été effectué.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>